



RAPPORT INITIAL DE CONTROLE TECHNIQUE

Travaux d'amélioration du SSI du Tribunal judiciaire - CHATEAUROUX

N° D'AFFAIRE : C25167092 N° CHRONO : 1	CE RAPPORT A ETE VALIDE PAR LE CHARGE D'AFFAIRE LE 22/08/2025 SIGNATURE LAJILI Habib	CHANTIER 1, place Lucien Germereau 36019 CHATEAUROUX	 OBSERVATIONS
---	--	--	--

OBJECTIFS DU RAPPORT

Le présent rapport donne l'avis du contrôleur technique sur les ouvrages concernés par sa mission au stade de la conception, sur la base des éléments transmis et mentionnés au § Documents examinés.

Le dossier examiné a été reçu :

Avant envoi du dossier de consultation des entreprises

MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE CONFIEES

Les missions objet de notre contrat de contrôle technique sont les suivantes :

L	Solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables
LE	Solidité des existants
SEI	Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

ETENDUE DES MISSIONS

Conformément à notre contrat, l'étendue des missions est précisée pour les éléments de mission ci-dessous :

L - Sont exclus de la prestation (sauf conditions particulières) :

- les travaux relatifs aux phases provisoires de chantier et les sollicitations associées ;
- l'examen de la solidité des ouvrages au regard des risques naturels à caractère exceptionnel (cyclones, tempêtes, inondations, séismes, avalanches, ...) ;
- les risques liés à une modification des caractéristiques du sous-sol (cas d'exploitation minière en fonctionnement ou d'évolution des caractéristiques du sol du fait de la présence de vestiges miniers ou de carrières) ;
- les risques technologiques (explosion, ...) ;
- l'examen des revêtements de sols ;
- les aménagements spécifiques des activités professionnelles ;
- la contamination fongique, chimique ou biologique des matériaux ;
- les ouvrages et éléments d'équipement relatifs au nettoyage, à l'entretien, à la maintenance des constructions.

LE - Sont exclus de la prestation :

- Le diagnostic préalable des existants affectés par les travaux neufs ;
- L'établissement ou la participation à l'établissement d'un état des lieux concernant ces existants.

SEI - Sont exclus de la prestation :

- La vérification, au regard de la réglementation des ICPE (code de

l'environnement livre V Titre I et décrets d'application), des installations classées qui sont incluses dans les établissements recevant du public, à l'exception des installations classées citées dans le règlement de sécurité ERP, les isoléments et les intercommunications ;

- La sécurité des personnes pendant toute la durée du chantier ;
- La protection des travailleurs et du public contre les dangers des rayonnements ionisants.

Ascenseurs : la mission ne comporte pas les contrôles réalisés dans le cadre de l'évaluation de conformité en application des articles R134-16 à R134-34 du CCH, ni la vérification de conformité de l'installation existante aux exigences de mise en sécurité des ascenseurs en application des articles R134-1 à R134-5.

SOMMAIRE

1. INFORMATIONS GENERALES	4
2. DESCRIPTION DE L'OPERATION	5
3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION	6
4. SYNTHESE DES AVIS	7
5. AVIS AU STADE CONCEPTION	8
6. DOCUMENTS EXAMINES	11
7. DIFFUSION	11

1. INFORMATIONS GENERALES

1.1 OPERATION

Travaux d'amélioration du SSI du Tribunal judiciaire
CTC

Permis de construire ou autorisation administrative

Nous ne disposons pas de la date de dépôt de la demande d'autorisation administrative.

A défaut nous avons pris en compte une date de référence pour le choix de la réglementation applicable.

Cette date est à confirmer par la Maîtrise d'ouvrage.

Date de référence prise par défaut : 15/07/2025

Selon les éléments communiqués par le maître d'ouvrage

- Date prévisionnelle de début de chantier : 15/07/2025
- Montant prévu des travaux : 149 000 € HT
- Durée prévisionnelle du chantier : 3 mois

Classement réglementaire :

- ERP de 3ème catégorie : L , W

1.2 MAITRISE D'OUVRAGE

Maître d'Ouvrage : COUR D'APPEL DE BOURGES
8 RUE DES ARENES
18000 BOURGES

2. DESCRIPTION DE L'OPERATION

2.1 DESTINATION DES LOCAUX

Pour l'établissement du présent rapport, la destination des ouvrages portés à notre connaissance prend en compte les usages suivants :

Bureau : Public, administrations

Service public : Judiciaire, police

2.2 DESCRIPTION DU PROGRAMME DES TRAVAUX

Le projet consiste en l'amélioration du SSI du tribunal avec notamment:

- Mise en conformité du SDAI.
- Mise en place de détection automatique ponctuelle multicritère dans les combles
- Mise en place de détection incendie dans les locaux à risques particuliers d'incendie.
- Remplacement du SMSI
- Raccordement de l'alimentation du SSI en amont du TGBT
- etc.

3. SYNTHESE DES PRINCIPAUX RISQUES DE L'OPERATION

3.1 MISSIONS COMPLEMENTAIRES RECOMMANDEES

Dans le cadre de la contribution à la prévention des aléas techniques inhérents au projet, nous restons à la disposition du Maître d'ouvrage pour étudier des missions complémentaires non prévues au contrat de contrôle technique.

4. SYNTHÈSE DES AVIS

4.1 PAR EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Le tableau ci-dessous présente de manière synthétique les exigences réglementaires potentiellement non respectées sur le projet



SEI - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

LOCAUX NON ACCESSIBLES
AU PUBLIC, LOCAUX A
RISQUES PARTICULIERS –
(CO27 à 29)



5. AVIS AU STADE CONCEPTION

5.1 CODIFICATION DE NOS AVIS

Ceux-ci sont exprimés sous la forme suivante :

Avis Favorables (F) :

Ils sont donnés par rapport aux informations figurant dans le dossier qui nous est soumis. Ces avis seront confirmés en fonction des éléments qui nous seront proposés lors de la phase exécution.

Avis Suspendus (S) :

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés sont insuffisantes pour nous permettre de nous prononcer (manque de précisions, ambiguïté, absence de document,...). Il deviendra automatiquement défavorable si les précisions demandées et reconnues satisfaisantes ne sont pas fournies dans des délais compatibles avec la réalisation des travaux.

Avis Défavorables (D)

Lorsque les informations figurant dans les documents examinés montrent un risque anormal vis-à-vis d'un aléa technique du fait d'un écart relevé selon les référentiels associés à l'une de nos missions, de la pérennité de l'ouvrage, des dispositions contraires aux règles de l'art, règles de calculs, DTU, normes.

Hors Mission (HM)

Elément ne faisant pas partie des marchés de travaux nous étant communiqués ou hors du cadre de notre mission.





Sans Objet (SO)

Elément Sans Objet dans le cadre du projet

Pour Mémoire (PM)

Exigence réglementaire pour mémoire

5.2 Avis sur exigences réglementaires - Sécurité des personnes dans les ERP et IGH

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
CONSTRUCTION APPLICABLE AUX ETABLISSEMENTS DES QUATRE PREMIERES CATEGORIES Art. CO			
LOCAUX NON ACCESSIBLES AU PUBLIC, LOCAUX A RISQUES PARTICULIERS (CO27 à 29)			
Locaux à risques courants et logements du personnel (CO29)			
Locaux à risques courants (§1)	S		N°E9 - 1
		Préciser pour les locaux indiqués sur plan zonages: "pièce en travaux" s'il s'agit de locaux à risque courant ou à risques particuliers (locaux 69 à 73).	
DESENFUMAGE Art. DF			
OBJET, PRINCIPES, APPLICATION (DF1 à 10)			
Désenfumage des escaliers (DF5)			
Désenfumage naturel	F		N°E11 - 1
		Commande DCM désenfumage de l'escalier déplacée dans la cage d'escalier en partie basse.	
Désenfumage des locaux accessibles au public (DF7)			
Désenfumage naturel (DF7)	F		N°E12 - 1
		Regroupement des commandes manuelles du désenfumage de la salle d'audience assises en 1 seul DCMR.	
MOYENS DE SECOURS CONTRE L'INCENDIE Art. MS			
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) (MS53 à 55)			
Objet (MS53)			
Catégorie du SSI (§3)	F		

EXIGENCES/LOCALISATION		AVIS	
Conception des zones (MS55)	F	N°E5 - 1	SSI de catégorie A.
SYSTEME DE SECURITE INCENDIE (SSI) - SYSTEME D'ALARME (MS61 à 67)			
Classement du système d'alarme (MS62)	F	N°E7 - 1	Equipement d'alarme de type 1.
Conditions générales d'installation (MS65)			
Implantation des déclencheurs manuels (§1)	F		

6. DOCUMENTS EXAMINES

KERBEROS SSI

Réf ou n°	Indice	Intitulé du document	Reçu le
		Plans ZA ZC ZD ind A	30/07/2025
		Cahier des charges fonctionnelles Tribunal de Châteauroux ind.B	30/07/2025

7. DIFFUSION

DESTINATAIRE PRINCIPAL :

COUR D'APPEL DE BOURGES
Haithem FERRADJI
immo.sar.ca-bourges@justice.fr

DESTINATAIRES EN COPIE :

KERBEROS SSI
Laurent JAYER
laurent.jayer@kerberos-ssi.com